

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 23

19 AVRIL 2014

luttendesclasses@live.fr

NOUVEAU GOUVERNEMENT VALLS

Un gouvernement de combat contre les travailleurs

Les dernières élections ainsi que la formation du nouveau gouvernement donnent l'occasion, elles nous incitent même à préciser davantage aussi la manière de penser retorse de l'équipe de Hollande au pouvoir. Leur raisonnement politico-social est très simple, pour ne pas dire simpliste. Il est celui de la social-démocratie pour ainsi dire classique, bien connu depuis une bonne centaine d'années.

Défenseurs résolu du capitalisme décadent

La marque de fabrique principale de ces gens, parmi tous ceux qui se prétendent d'être du côté des travailleurs, est de présenter le capitalisme comme un système éternel dont il faut accepter l'existence. A partir de là, d'après ces « socialistes » de malheur, l'ensemble de nos activités est obligatoirement limité et déterminé par ce cadre capitaliste et ses règles générales. Mais pour consoler les travailleurs, selon cette conception, le système capitaliste peut être corrigé, amendé et perfectionné, et notre tâche est d'y contribuer. Cette philosophie de pacotille qui, depuis longtemps, vendait la mission de libération de la classe ouvrière pour un plat de lentille avait encore une certaine consistance limitée tant que la bourgeoisie, en contrepartie de cette démission, pouvait concéder certaines réformes effectives. Mais l'impérialisme est la période de *déclin* du capitalisme – nié obstinément par ces sociaux-démocrates – lorsque, du fait de son épuisement, ce système est organiquement incapable de concéder la moindre réforme.

Or la crise actuelle a révélé brutalement que ce déclin s'est aggravé à un tel point que non seulement les réformes sont devenues impossibles pour ce système moribond mais qu'il a besoin, pour assurer sa survie, d'attaquer et de détruire les réformes antérieures. C'est ce besoin qui explique son offensive générale contre toutes les anciennes réformes et son intransigeance déterminée pour la mener jusqu'au bout.

Mais les sociaux-démocrates sont incorrigibles : ils n'ont pas rejeté leurs affabulations grotesques mais les ont adaptées précisément aux exigences multiples de cette offensive de la bourgeoisie aux abois. En dépit des serments solennels de Hollande – qui éclairent la duplicité consommée des sociaux-démocrates -, ils nous racontaient ensuite tous les bobards sur la nécessité, d'une part, d'engrosser le capital international par nos milliards de remboursement des dettes et, d'autre part, de soutenir par d'autres milliards « nos propres » capitalistes « appauvris ». Contre toutes les preuves du contraire, ils maintiennent toujours leur mensonge que grâce à ces « aides », la bourgeoisie « reconnaissante » (?) fera tout pour le bien-être des travailleurs. Il y a quelques semaines, Hollande donnait encore des dizaines de milliards par son « plan », mais ce n'est que lui seul et ses pareils qui croient (comme tous les sociaux-démocrates qui se respectent) au rêve hallucinant qu'en échange, la bourgeoisie embauchera les chômeurs ! C'est par ces impostures scandaleuses qu'ils essaient de justifier l'obligation de « faire des économies » par la diminution drastique des dépenses de la santé, de l'éducation, de tous les bénéfices sociaux, des salaires, du droit du travail et ainsi de suite, allant vers leur destruction. Parallèlement à cette démolition sauvage des anciennes réformes réelles – et pour démonter qu'ils sont de vrais réformistes et qu'ils font des réformes ! - ils submergent le pays de projets multiples dits « sociétaux » - en dehors et à la marge de la vie sociale et économique – comme le mariage mixte ou la voiture électrique, etc. La fonction principale de ces prétendues « réformes » est invariablement de détourner l'attention de l'activité de destruction de précédentes réformes.

Les élections ont infligé une défaite cinglante à ces gens qui, dans leur duplicité arrogante et prétentieuse ont imaginé que les

travailleurs ont gobé leurs canulars à dormir debout. Au vu des résultats, ils étaient sincèrement et profondément surpris. Mais de là à imaginer que Hollande et les siens révisent leur politique et les adaptent aux souhaits des travailleurs, ce serait une illusion absurde. Bien au contraire !

Des pertes accrues et d'autres souffrances menacent les travailleurs

Le nouveau gouvernement est justement l'incarnation non seulement de la simple continuation de la politique bourgeoise de spoliation des travailleurs de Hollande et Cie. Il est celle de son durcissement considérable, conformément non seulement au soi-disant « retard » du précédent gouvernement par rapport à cela, mais surtout par rapport à l'appétit grossi de la bourgeoisie, à sa boulimie vorace. Dès le 26 mars, le Medef claironnait : « une trajectoire plus ambitieuse que la baisse de 50 milliards déjà annoncée est désormais un impératif absolu ». (Le Monde, 30-31 mars, 2014.) Puis, le titre de l'éditorial du même journal (du 1^{er} avril) précisait la tâche du gouvernement : « Garder le cap, passer aux actes sans trembler ». Et puis définit la feuille de route de Hollande : « La seule issue responsable... est de mettre en œuvre puis amplifier les réformes visant à assurer un redressement économique ». Nous savons tous quelle est la terrible réalité qui se cache derrière ces mots anodins. Les chefs bourgeois autoproclamés de Bruxelles ont aussi sauté sur l'occasion pour réclamer plus de rigueur du gouvernement français. Le traité commercial entre l'Europe et les Etats-Unis en préparation nous réserve aussi des coups sérieux, rendant encore plus aléatoire une reprise économique française déjà passablement compromise. Obéissant non pas aux souhaits des électeurs déçus mais aux réclamations de ses chefs bourgeois réels, Hollande a rapidement réagi.

Il a très vite constitué sa nouvelle équipe de gouvernement, resserrée autour de ses partenaires sociaux-démocrates les plus proches. Son nouveau premier ministre Valls en est le symbole tout trouvé : d'une orientation politique droite encore plus prononcée et de caractère agressif plus affirmé. Ce n'est pas par hasard que c'était lui qui, depuis longtemps, voulait débarrasser son parti de son adjectif « socialiste ». Cette équipe se présente donc dès le début comme le détachement avancé d'un dispositif d'attaque bourgeoise. Les quelques mots rassurants et apaisants de circonstance ne changent pas cette vérité. On aura l'occasion de commenter plus en détail l'offensive anti-ouvrière du nouveau gouvernement, dont on vient de voir les premiers éléments visant à démanteler le système de la Sécurité Sociale.

Certainement, il y a une sorte de changement, voir même un tournant. Finis les tergiversations ou hésitations qui, bien que conformes à la faiblesse caractéristique de Hollande, sont devenues intolérables pour la bourgeoisie et semblent contraire à la nature combative du nouveau gouvernement. La présence des personnes telles que Hamon et Montebourg, auréolés d'une estampille de « gauche », n'indique nullement celle d'une gauche réelle. Elle signe plutôt la fin d'une équivoque ou malentendu entourant ces carriéristes d'une telle renommée. Par contre, s'il y a effectivement une gauche véritable dans ce parti, à part des braillards habituels prétendant de « gauche », comme Lienemann et consorts, ce sera le moment de l'affirmer contre le déferlement des mesures et des attaques certaines contre tous les acquis des travailleurs. Il est le moment surtout pour toutes les organisations qui parlent et agissent au nom des travailleurs et pour leurs intérêts, de se réunir autour et avec le Front de Gauche, pour préparer ensemble un large Front Uni de tous les travailleurs contre les attaques redoublées du capital et de son nouveau gouvernement.

Balazs Nagy

LE 22 MARS 2014 À MADRID

Marche de la dignité

A l'heure où la France était plongée dans le silence électoral l'Espagne résonnait par la voix de la colère dans les rues de Madrid. Les jeunes et travailleurs sont venus par centaines de milliers des quatre coins du pays, de Léon comme de l'Andalousie, parfois à pied. Depuis les premiers signes avant-coureurs, ceux des indignés d'il y a deux ans, la crise s'est approfondie et la volonté de lutte renforcée. On a vu à Madrid un front uni de classe, désignant nettement la bourgeoisie comme son ennemi. « Un travail et un toit pour tous ! », fut le résumé de leur manifeste.

Une myriade d'associations et syndicats alternatifs ont marché dans l'unité, en comblant partiellement le retard d'une gauche politique unie, capable de se présenter comme une alternative au pouvoir des partis bourgeois, socialiste et conservateur. La bureaucratie syndicale des CCOO et UGT s'accroche plus que jamais au cadavre du régime capitaliste en putréfaction. Appeler à une grève générale, ne serait-ce que d'un jour ou de deux heures, aurait donné à cette manifestation de vigueur morale la force de poigne. Mais ces gens n'appellent pas à la grève quand les masses en ont besoin, mais quand la bourgeoisie reprend l'initiative et leur donne un coup de pied par derrière, car elle n'a plus besoin d'eux. Le peuple travailleur espagnol montre qu'il dispose comme par le passé de réserves de courage et d'abnégation extraordinaires, mais il lui faut une direction politique digne de ce nom.

Nous lançons un appel pour la dignité et contre le mépris de l'Etat Espagnol, dans la capitale, Madrid, le 22 mars :

Non au paiement de la Dette

Plus de coupe budgétaire

Contre les gouvernements au service de la Troika

Un travail et un Toit, pour Toutes et Tous.

En 2014, nous sommes confrontés à une situation extrêmement difficile, une situation extrême, une urgence sociale qui nous appelle à donner une réponse collective pour la classe ouvrière, pour la citoyenneté et pour le peuple.

Des millions de travailleurs sont au chômage. Avoir les capacités manuelles et intellectuelles et ne pas trouver un emploi décent est humiliant. Il gaspille les talents collectifs de la société, hypothèque leur avenir indéfiniment. Les travailleurs ne méritent pas cet abus de notre dignité collective.

Des centaines de milliers de famille ont perdu leurs maisons. C'est inhumain d'expulser une famille de sa maison, seulement pour nourrir la cupidité de certains banquiers sans scrupules. Banquiers au service de la Troika qui appauvrit davantage la classe ouvrière et le peuple sans défense.

Pendant ce temps, les employeurs prennent l'excuse du chômage de masse, pour baisser les salaires, augmenter les conditions de travail déplorables pour ceux qui ont encore un emploi.

Les travailleurs qui, compte tenu de la situation difficile, ne peuvent même pas remettre en question leur rôle en tant qu'exploités contre le capital. Le système essaie de nous forcer à montrer son appréciation pour les employeurs, convertis en bienfaiteurs de la société. Il est temps de répartir le travail et la richesse pour que les gens croient en un avenir positif.

Notre jeunesse ne peut absolument pas construire un projet de vie avec les politiques actuelles et n'a pas d'autres choix que de faire un séjour à l'étranger, avant que ce ne soit le tour de nos parents et grands parents.

Nous disons NON à un système patriarcal qui nous attire vers le passé, qui décide à notre place, en niant la possibilité de décider de devenir mères ou pas, provoquant une remise en question de la parentalité.

Nous souffrons des politiques mises en œuvre par le gouvernement du PP au service de la Troika (FMI, BCE et Commission Européenne), qui constitue un vol de la dignité humaine et à l'appauvrissement de la majorité sociale. Ces politiques sont fondés sur le paiement d'une dette illégitime, qui est le produit de la spéculation bancaire et des excès des différents gouvernements.

Il est inacceptable de privatiser la rentabilité, alors que nous réduisons le budget à la santé, l'éducation, la dépendance, les transports publics, l'eau, l'énergie, les communications, les services sociaux, etc. tout cela affecte négativement nos droits en tant que citoyens. Ils se moquent de nos aînés qui subissent une énorme perte de pouvoir d'achat et qui voient leurs économies de toute une vie volées par cette escroquerie financière.

Le gouvernement du PSOE, avec le soutien du PP, a modifié l'article 135 de la Constitution pour le paiement de la dette. Il justifie cela en disant que nous avons vécu au dessus de nos moyens et donc qu'il fallait réduire

notre déficit, pourtant, les banques et les spéculateurs n'ont pas subi de coupes budgétaires quand il a fallu injecter des dizaines de milliards d'euros pour les « [sauver] ».

Ils profitent de la crise pour se trouver des excuses. Pourtant, ce sont bien ses politiques qui sont à l'origine de l'augmentation de la souffrance, de la pauvreté, de la faim et même de la mort, néanmoins, ils continuent de faire des énormes au détriment de nos vies.

Le capitalisme est un système qui bénéficie aux bénéficiaires de quelques uns et qui conduit inexorablement à une catastrophe environnementale et sociale d'une importance incalculable.

Pour une grande majorité, les crises sociales sont un drame humain. Mais pour une minorité, c'est une grande entreprise. Quand nous protestons, leur seules réponses sont la répression et la criminalisation du syndicalisme et des mouvements sociaux. Pour combattre cette répression, nous devons continuer à nous défendre dans la rue.

Le régime issu de la Constitution de 78 n'a pas été fait pour le peuple, il n'est que corruption et n'a aucune légitimité. Les droits et les libertés nous ont été volés dans l'intérêt d'une minorité pour qu'ils en fassent des bénéficiaires, ce qui nous a amené à cet état d'urgence sociale, basé sur le démantèlement de l'éducation et de la santé publique, la réduction considérable des pensions de nos aînés, l'expropriation et la fermeture de nos entreprises qui ont entraîné des milliers de licenciements.

Les différents gouvernements sont hors-la-loi, les droits appartiennent aux entreprises, pour réduire les coûts et maintenir la corruption. Ce système injuste a été mis en place pour assurer une production et distribution de la richesse inégale.

Nous appelons le peuple à exercer sa souveraineté, en élevant la voix d'en bas, démocratiquement, de construire un processus constitutionnel qui garantisse les libertés démocratiques, le droit de décision et les droits fondamentaux des personnes.

Pour la marche pour la dignité du 22M, nous considérons qu'il est important de montrer une mobilisation de masse, unifiée et concluante contre les politiques qui violent les droits humains et la justice sociale.

C'est une manifestation pour l'emploi décent, pour le revenu de base, pour les droits sociaux, pour les libertés démocratiques et contre le paiement de la dette, contre les coupures budgétaires, contre la répression et la corruption. Nous voulons une société d'hommes et de femmes libres, une mobilisation contre un système qui ne nous plaît pas et qui ne nous représente pas.

Que le PP et les gouvernements qui portent atteinte aux droits sociaux fondamentaux et qui collaborent avec la politique de la Troika, qu'ils partent, nous ne voulons plus d'eux!!!!

Lutte des classes

Tous les numéros sur le site:
Workersinternational.info (français)

Balazs Nagy
Où va l'Ukraine? Où va l'Europe?
Texte intégral à la même adresse.

Histoire

Léon Trotsky

LA QUESTION UKRAINIENNE

22 avril 1939

La question ukrainienne, que bien des gouvernements, bien des « socialistes » et même bien des « communistes », se sont efforcés d'oublier et de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise à l'ordre du jour, cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve liée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Crucifiée par quatre Etats, l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position que la Pologne autrefois, à cette différence près que les relations internationales sont infiniment plus tendues maintenant et que les rythmes des événements s'accroissent. La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que Hitler a d'abord soulevé bruyamment la question de la constitution d'une « Grande Ukraine », pour ensuite s'empresser de l'enterrer furtivement.

La II^e Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des Etats impérialistes, a complètement méconnu la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré sa brillante intelligence et son esprit vraiment révolutionnaire, a pu affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette prise de position a même laissé une profonde empreinte sur le parti communiste polonais. La question ukrainienne a été considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'Internationale communiste plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. D'où les efforts opportunistes déployés en permanence pour échapper à cette question, pour l'écarter, pour la passer sous silence ou la renvoyer à un avenir indéterminé.

Le parti bolchevique était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne. Le droit à l'auto-détermination, c'est-à-dire à la séparation, a été étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens : il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Il considérait comme une manifestation de chauvinisme grand-russe toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée.

Après la prise du pouvoir, il y eut au sein du parti bolchevique une lutte sérieuse au sujet de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Ce fut particulièrement net à propos de la question géorgienne et de la question ukrainienne. La correspondance sur ces questions n'a pas encore été publiée. Nous comptons publier la toute petite partie qui se trouve à notre disposition. Chaque ligne des lettres et propositions de Lénine vibre de l'insistance qu'il met à ce qu'on fasse droit, dans la mesure du possible, à ces nationalités opprimées. Dans les propositions et déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique, est invariablement marquée. A seule fin d'assurer des « besoins administratifs », lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées ont été caractérisées comme manifestation du nationalisme petit-bourgeois. On a pu observer tous ces symptômes dès 1922-1923. Mais, depuis cette époque, ils se sont développés de façon monstrueuse et ont conduit à l'étranglement complet de tout développement national indépendant des peuples de l'U.R.S.S.

Selon la conception du vieux parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais, au cours des années de réaction thermidorienne, la position de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble, furent profondément modifiées. Plus grands avaient été les

espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'U.R.S.S. Sans doute la bureaucratie élève-t-elle des statues à Chevtchenko, mais seulement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien de leur poids et de l'obliger à chanter dans la langue de *Kobzar* des éloges de la clique de violeurs du Kremlin.

A l'égard des parties de l'Ukraine qui sont actuellement hors des frontières de l'U.R.S.S., l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même qu'à l'égard de toutes les nationalités opprimées de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire [qu'elle les considère comme] une petite monnaie d'échange dans ses combinaisons impérialistes. Au dernier 18^e congrès du parti « communiste », Manouïlsky l'un des renégats les plus répugnants du communisme ukrainien, a déclaré tout à fait ouvertement que, non seulement l'U.R.S.S., mais également le Comintern, refusent de revendiquer l'émancipation nationale des peuples opprimés lorsque leurs oppresseurs ne sont pas parmi les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. Aujourd'hui, Staline, Dimitrov et Manouïlsky défendent l'Inde contre le Japon, mais pas contre l'Angleterre. On est disposé à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui semble aujourd'hui profitable aux bureaucrates du Kremlin. Le temps est loin où ils n'allaient pas, dans leur politique au-delà de combinaisons épisodiques.

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bukovine, d'Ukraine subcarpathique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion que Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique du Comintern en Allemagne), il n'y aurait pas eu Hitler. Nous pouvons maintenant ajouter : sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

Nous n'allons pas nous attarder ici à analyser les motifs qui ont poussé Hitler à rejeter, au moins pour le moment, le mot d'ordre d'une Grande Ukraine. Il faut en chercher les raisons, d'une part dans la politique de brigandage de l'impérialisme allemand, d'autre part dans la crainte d'évoquer des démons qui pourraient se révéler difficiles à exorciser. Hitler a fait cadeau aux bouchers hongrois de l'Ukraine subcarpathique. Et cela s'est fait, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la conviction qu'elle allait suivre. C'est comme si Hitler avait dit à Staline : « Si je me préparais à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé entre mes mains l'Ukraine subcarpathique. » En guise de réponse, Staline, au XVIII^e congrès, a pris ouvertement la défense de Hitler contre les calomnies des « démocrates » occidentales.

Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine ? Que non ! Se battre contre Hitler ? Il n'y a aucune raison. Manifestement, Staline interprète la remise de l'Ukraine subcarpathique à la Hongrie comme un geste de paix.

Cela veut dire que les différentes fractions du peuple ukrainien ne sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La IV^e Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui a une population égale à celle de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche et qui, de surcroît, est de la plus grande importance stratégique. La question de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur.

Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. A mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : *pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !*

Ce programme est tout d'abord en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que les indécorables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des Nations, etc. Ils ne valent naturellement pas mieux les uns que les autres, tous ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme contre l'autre. Hitler a donné une leçon hors de prix à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps ?) l'Ukraine subcarpathique aux Hongrois, qui se sont empressés de massacrer un grand nombre de ces Ukrainiens pleins de confiance. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou l'autre bloc ne peut signifier qu'un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'U.R.S.S., vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répondons-nous. L'adoration béate des frontières des Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout « un et indivisible ». Après tout, la Constitution de l'U.R.S.S. elle-même reconnaît le droit à l'auto-détermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit à la séparation. Ainsi même l'oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Il ne subsiste sans doute que sur le papier : la moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante, entraînerait l'exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette suppression sans vergogne de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une oppression monstrueuse. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'U.R.S.S. telle qu'elle est actuellement. En conséquence, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite « soviétique » de la botte stalinienne. En ce domaine aussi, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle aura semé.

« Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire l'U.R.S.S. ? » vont hurler, épouvantés, les « amis » du Kremlin. Nous ré-

pondons que l'U.R.S.S. est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'U.R.S.S. Plus vite la caste bonapartiste d'aujourd'hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la République soviétique et plus certain son avenir socialiste.

Il est évident qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait ultérieurement rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait elle-même acceptable, ce qui présuppose à son tour une régénérescence révolutionnaire de l'U.R.S.S. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait rejoindre et certainement rejoindrait cette fédération en tant que partenaire égal. La révolution prolétarienne en Europe, à son tour, ne laisserait pas une pierre de la révoltante structure du bonapartisme stalinien. En ce cas, l'union la plus étroite entre les Etats-Unis soviétiques d'Europe et l'U.R.S.S. régénérée serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen et asiatique, comprenant également l'Ukraine. Mais nous glissons ici vers des questions de second ou de troisième ordre. La question principale est la garantie révolutionnaire de l'unité et de l'indépendance d'une Ukraine ouvrière et paysanne dans la lutte contre l'impérialisme, d'une part, et contre le bonapartisme de Moscou, l'autre.

L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation nationale. Là, on a tout essayé : la Rada petite-bourgeoise et Skoropadsky, et Petlioura et l'« alliance » avec les Hohenzollern et les combinaisons avec l'Entente. Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques pour continuer à placer leurs espoirs dans l'une des fractions de la bourgeoisie ukrainienne en tant que dirigeant de la lutte nationale pour l'émancipation. Seul le prolétariat ukrainien est à même, non seulement de résoudre cette tâche - qui est révolutionnaire par son essence même - mais aussi de prendre une initiative pour la résoudre. Le prolétariat et le prolétariat seul peut rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale authentiquement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky (« Basok ») et Skoropis-leltoukhovsky essayèrent de placer le mouvement de libération ukrainien sous l'aile du général des Hohenzollern Ludendorff. Ce faisant, ils se couvraient de phrases « de gauche ». Les marxistes révolutionnaires ont chassé ces gens-là d'une seule bourrade. C'est ainsi que les révolutionnaires doivent continuer à se comporter à l'avenir. La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de toison d'or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux ! Pas de « Fronts Populaires » ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs !

C'est ce qui me semble une politique juste dans la question ukrainienne. Je parle ici personnellement et en mon nom propre. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens. Nous écouterons leurs voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour se préparer ! ■

Source : <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/04/lt19390422b.htm>

Sur Internet Archives Marxistes voir également un autre texte de Trotsky : *L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires* (30 juillet 1939). <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/07/lt19390730.htm> ■